

Mairie du Kremlin-Bicêtre
REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

ARRÊTÉ N°2023-466

**MODIFICATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION, DU STATIONNEMENT ET
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU CLOS OU NON DE LA VOIE PUBLIQUE
OU PRIVE DE LA VILLE**

Voies communales et départementales (hors RD7)

Le Maire de la commune du Kremlin-Bicêtre,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et suivants concernant les pouvoirs de police du maire ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles
- L 2212-1, L 2213-1 et L 2215-4 ;
- Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L.115-1 à L.141-2 à L.141-12, R115-1 à R.116-2 et R141-12 à R.141-22,
- Vu le décret 2000-1234 du 18 décembre 2000 ;
- Vu l'ordonnance de Police du 1er juin 1969, réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la convention de délégation de service public pour l'exploitation du stationnement de surface et notamment l'article 15 ;
- Vu le règlement de voirie communautaire, de septembre 2010, de l'établissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre (ex CAVB), permettant de fixer des règles d'intervention technique sur le domaine public concernant l'aménagement et le raccordement à la voirie de la Commune ;
- Vu l'arrêté municipal portant sur l'application du règlement de voirie communautaire en date du 16 juin 2010 ;
- Vu l'avis de Monsieur le Commissaire de Police du Kremlin-Bicêtre ;
- Vu l'avis des gestionnaires de voirie ;
- Vu l'avis favorable de Madame la Directrice des Services Techniques

Considérant que pour permettre **aux entreprises mandatées par L'Etablissement Public Territorial Grand-Orly-Seine-Bièvre, notamment les Sociétés CITEOS/CEGELEC et HELP, de réaliser des opérations d'entretien des réseaux d'éclairage et de signalisation lumineuse tricolore** sur le domaine routier communal et départemental, hors RD7 (avenue de Fontainebleau), dans le cadre de chantiers mobiles, il est nécessaire d'autoriser l'occupation du domaine public et de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement, et cela par mesure de sécurité.

ARRÊTE

ARTICLE 1: une réduction de chaussée est autorisée aux droits des interventions lors de chantiers mobiles avec mise en place de la signalisation routière réglementaire. Pour tout chantier fixe, l'entreprise devra obtenir un arrêté spécifique de la part de la ville.

Du lundi 1^{er} janvier au mardi 31 décembre 2024

ARTICLE 2 : Le stationnement pourra être neutralisé aux droits des interventions, avec application de l'article R417.10 du Code de la route, par l'entreprise en charge des travaux.

Du lundi 1^{er} janvier au mardi 31 décembre 2024

ARTICLE 3 : L'entreprise en charge des travaux affichera le présent arrêté, signalera les places neutralisées 48 heures avant les interventions et mettra en place la signalisation routière adaptée.

ARTICLE 4: L'autorisation d'occuper la voirie publique communale EST ACCORDEE pour la réalisation des travaux qui font l'objet de la demande susvisée et uniquement pour des chantiers mobiles, à charge par le pétitionnaire de se conformer aux prescriptions particulières ci-après :

- a) Le bénéficiaire de l'autorisation sera responsable de tous les accidents ou dommages qui peuvent résulter de l'exécution des travaux ou de l'existence et du fonctionnement de ses ouvrages. Il sera tenu de prévenir ou faire cesser les troubles ou désordres qui pourraient être occasionnés par son fait et devra mettre en œuvre sans délai les mesures qu'il lui serait enjoint de prendre à cet effet dans l'intérêt du domaine public et de la circulation routière.
- b) Les ouvrages établis devront être maintenus en bon état d'entretien et rester conformes aux conditions de l'autorisation. En cas de non-respect de cette obligation, la Commune pourra prendre toute mesure pour palier la carence du bénéficiaire, aux frais de ce dernier.
- c) La présente autorisation ne pourra être transférée à aucun autre bénéficiaire sans le consentement de l'administration communale.
- d) La présente autorisation pourra toujours être modifiée ou révoquée, si l'intérêt public l'exige, sans donner lieu à aucune indemnité.
- e) L'entreprise en charge des travaux s'engage à respecter le règlement de voirie communautaire.
- f) La circulation piétonne devra être maintenue durant les travaux.
- g) L'entreprise en charge des travaux s'engage à réaliser une campagne de communication auprès des riverains au préalable du démarrage des travaux, si nécessaire.

Du lundi 1^{er} janvier au mardi 31 décembre 2024

ARTICLE 5: Les contraventions à ces dispositions seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et décrets en vigueur.

ARTICLE 6: Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

- - Monsieur Le commissaire de Police
- - Direction des Services Techniques
- - Direction de la Police Municipale de Proximité / - Société Q-Park
- - Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre (service voirie et éclairage public)
- - Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris Masséna et Villejuif
- - Société CITEOS/CEGELEC, sise 10 Rue de la Darse (94600) CHOISY LE ROI
- - Société HELP, sise 1 Impasse Arago (91420) MORANGIS

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 21 novembre 2023

Pour le Maire Jean-Luc Laurent
et par délégation,

L'Adjoint au Maire chargé des sports, de
l'espace public et de la propreté,



Sidi CHIAKH

Délais et voies de recours : le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr